

*Concurrence—Bill*

prendre des décisions hardies. Créer, comme on le suggère, une autre commission chargée de questions largement superficielles n'assurera pas un marché entièrement libre.

Sous bien des aspects, nous voyons là un exemple malheureux de la tendance du gouvernement à gloser sur un problème plutôt que de s'y attaquer en profondeur. Ce n'est pas la première fois que celui-ci propose une solution qu'il sait très bien être inutile—c'est un peu comme la commission de M<sup>me</sup> Plumptre dont nous savons tous qu'elle est tout à fait inefficace devant l'inflation.

Il est temps de nous demander s'il ne faudrait pas à nouveau faire l'examen de l'industrie bancaire au Canada, si nous ne devrions pas instituer une autre Commission Borden chargée d'enquêter sur les banques dont l'actif est passé de 20 milliards à 80 milliards de dollars. Ne devrions-nous pas nous demander si les banques assurent au Canada un marché vraiment concurrentiel dans leurs opérations de prêts? Il est certain que nous devrions prendre des mesures afin d'assurer que cette industrie soit concurrentielle dans le sens où un homme d'affaires solvable, ayant des besoins véritables peut obtenir le crédit nécessaire pour lui permettre de faire concurrence quelle que soit la taille de son entreprise.

**M. l'Orateur adjoint:** A l'ordre. Je suis désolé d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé. S'il y a unanimité, il pourra terminer ses observations. Y a-t-il unanimité?

**Des voix:** D'accord.

**M. Stevens:** Étant donné que plus de 90 p. 100 des activités bancaires sont contrôlées par cinq institutions, peut-être devrions-nous envisager la création d'une commission chargée de déterminer si les banques pourvoient efficacement aux besoins du monde des affaires, plutôt que de nous occuper de questions superficielles comme celles dont traite le bill dont nous sommes saisis. Je soutiens également que l'on devrait instituer une enquête approfondie sur les activités des sociétés étrangères œuvrant au pays pour s'assurer qu'elles ajoutent, et non qu'elles nuisent, au caractère concurrentiel du monde des affaires. On devrait également examiner attentivement les activités des grandes sociétés commerciales de notre pays de même que celles des grandes centrales syndicales. Je regrette d'avoir à le dire, mais le bill C-7 constitue, à mon avis, une mesure législative inefficace, qui ne porte pas sur les besoins réels observés au pays, c'est-à-dire la nécessité de vraiment stimuler le caractère concurrentiel du monde des affaires.

**M. Ross Whicher (Bruce):** Monsieur l'Orateur, l'un des grands avantages que présente notre forme démocratique de gouvernement est de permettre toutes sortes de débats, non seulement à la Chambre des communes et au sein des différentes assemblées législatives, mais aussi dans les journaux, à la radio, à la télévision, etc. Par contre, l'un des inconvénients, du moins à mon sens, est le temps que ce processus peut prendre. Pendant combien de temps devrions-nous laisser le débat se prolonger avant de prendre une décision? De toute évidence, à un moment donné, le débat a duré suffisamment longtemps. La discussion d'un bill tel que celui dont nous sommes saisis cet après-midi devrait aboutir, sans trop tarder, au renvoi du bill au

[M. Stevens.]

comité où il pourra être étudié par le menu, rejeté ou nous être renvoyé pour la dernière lecture, de sorte que les Canadiens puissent avoir l'occasion d'apprécier les avantages de la loi.

J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt, comme je le fais toujours, le député de York-Simcoe (M. Stevens). Je suis toujours étonné par le nombre de points de vue émis par les membres de l'opposition officielle. Le député vient de nous dire que, à son avis, le bill à l'étude ferait, à la longue, du tort à la concurrence. Ce n'est certainement pas ce que d'autres députés de son parti ont dit. Je me demande si je puis honnêtement demander aux députés de l'opposition officielle si ce n'est pas pour des raisons purement politiques qu'ils retardent l'adoption de ce bill.

**Des voix:** Bravo!

**M. Whicher:** S'ils examinent les points de vue exprimés dans les journaux, à la télévision, et ailleurs au Canada, ils s'apercevront que la grande majorité des commentateurs ont accepté le bill. Certains y ont trouvé à redire, estimant qu'il ne va pas assez loin; cependant, la majorité a déclaré que le bill leur paraissait excellent et qu'il fallait qu'il soit adopté. Et, d'après eux, il devait être adopté non pas dans un mois, dans cinq mois ou dans cinq ans, mais immédiatement. N'est-ce pas là l'opinion exprimée par certains députés de l'opposition officielle et par certains députés néo-démocrates?

Selon le *Journal d'Ottawa*, le député de Saint-Jean-Est (M. McGrath), l'un des principaux députés de l'opposition officielle, a déclaré que le bill proposait d'utiles mesures pour la protection des consommateurs. Il a dit y avoir trouvé bien plus de choses qu'il n'en attendait. Il a dit que c'était un bill important. C'est une affirmation qu'il n'a pas démentie au cours du débat à la Chambre. Ce n'est pas ce que le député de York-Simcoe a dit. Par le truchement de la télévision, nous avons tous assisté à la réunion que les conservateurs ont tenue au Château Laurier. Nous avons été à même d'admirer l'esprit d'unité qu'ils ont manifesté à cette réunion. C'est bien dommage qu'ils ne manifestent pas pareille unanimité lors des réunions qu'ils tiennent tous les mercredis matin, car un député semble dire une chose et son collègue tout autre chose—ils ne savent pas où ils vont. C'est ainsi que la population canadienne se rend compte qu'ils retardent l'étude de certaines lois qui devraient être adoptées, ne serait-ce que pour passer ensuite à des mesures plus importantes. Ainsi, mon ami de York-Simcoe (M. Stevens) a dit que l'inflation—et qui suis-je pour le contredire—était le problème primordial au Canada aujourd'hui? Mais avant de nous y attaquer, comme aussi d'entreprendre l'étude des nombreux autres bills qui sont prêts à être présentés au Parlement, il nous faut régler le cas de celui-ci.

● (1550)

**M. Stevens:** Pourquoi?

**M. Whicher:** Mon ami de York-Simcoe demande pourquoi. Entre autres, parce que le député de Saint-Jean-Est a dit que c'était un bon bill. Non seulement le gouvernement nous assure-t-il qu'il s'agit là d'un bon bill, mais des députés de l'opposition sont d'accord. Je sais que la presse dira qu'il est excellent, que la télévision et la radio le proclameront aussi; et pourtant le gouvernement doit affronter des députés comme celui d'en face.